

Montréal la rouge.

Une courte histoire de l'antifascisme radical à Montréal, des années 1980 à aujourd'hui

Par le collectif **Montréal Antifasciste**

Une histoire méconnue

Quelle que soit la définition qu'on donne du fascisme, l'antifascisme est *toujours* un réflexe d'autodéfense populaire. C'est au sein des mouvements socialistes, communistes et anarchistes — premiers visés par les fascistes — que ce réflexe s'est en premier lieu aiguisé. Depuis les années 1920 jusqu'à aujourd'hui, bien d'autres l'ont acquis par nécessité au gré des ressacs de l'histoire, mais ces mêmes mouvements, qui tout en s'opposant au fascisme cherchent à renverser l'ordre bourgeois et ses misères, n'ont jamais cessé de le cultiver, parfois à fort prix. C'est de cet héritage qu'il est question lorsqu'on parle d'antifascisme radical.

L'article qui suit évoque, de manière bien fragmentaire, les multiples groupements et projets qui se sont inscrits dans cette tradition à Montréal de la fin des années 1980 à aujourd'hui. Il a été réalisé à partir d'une douzaine d'entretiens menés en juin 2025 avec des militantes et militants directement impliqués dans ces divers collectifs. Ce texte se veut une modeste contribution à la transmission d'une histoire méconnue, d'abord à l'intention du mouvement lui-même, mais aussi de celles et ceux que cette histoire intéresse et pourrait inspirer à l'action.

À regret, faute d'espace, nous avons dû en retrancher la plupart des détails qui donnent à ce récit son piquant et sa couleur. Notre souhait est que la synthèse produite pour *Possibles* soit la genèse d'un projet mémoriel plus complet à lire un jour sur le site <http://www.montréal-antifasciste.info> ou sous une autre forme.

Il fallait se défendre...

À la fin des années 1980 et au début des années 1990 sévissent à Montréal un certain nombre de groupes suprémacistes blancs violents, dont plusieurs gangs de *boneheads*¹ néonazis et un « chapitre » officiel du Ku Klux Klan. Les agressions sont chose commune à Montréal et suivent souvent une formule ritualisée. Personnes racisées, juives, LGBTQ ou marginales en font les frais. Pour un temps, des néonazis tiennent même boutique, rue Saint-Denis, et leurs escouades sèment la terreur dans certains secteurs de la ville sans être particulièrement embêtées par la police. À l'automne 1992, deux hommes sont battus à mort par des *boneheads* dans ce qui s'avère être un rite initiatique consistant à chercher des homosexuels dans les parcs pour les brutaliser. La communauté LGBTQ, soupçonnant à juste titre la police de Montréal de complaisance et d'inertie,

1. Le terme *bonehead*, littéralement « crâne d'os », désigne les groupes et individus suprémacistes blancs qui, à partir des années 1970, ont usurpé la culture skinhead originale, laquelle était traditionnellement multiethnique et non raciste, voire antiraciste.

organise alors des patrouilles d'autodéfense dans le Village.

Depuis plusieurs années déjà, comme l'ont documenté Maxime Aurélien et Ted Rutland dans leur ouvrage, *Il fallait se défendre*, de jeunes Haïtiens s'organisent en bandes pour se défendre contre les agressions des *boneheads*, d'abord dans les espaces partagés du centre-ville et dans les transports en commun, puis éventuellement dans les quartiers où se concentrait la communauté haïtienne. Cette dynamique d'autodéfense, de plus en plus vigoureuse au fil des ans, culmine le 12 mai 1990, lorsqu'une attaque orchestrée par une cinquantaine de *boneheads* contre de jeunes Noirs au parc d'attractions La Ronde se transforme en mêlée générale dans le métro et le centre-ville de Montréal, dont les nazis sortent humiliés.

Le racisme et l'homophobie qui traversent alors la société québécoise de manière décomplexée se traduisent par la violence débridée des éléments les plus fanatisés de cette société. Puisque les autorités — au premier titre les services de police —, non seulement ne font rien pour endiguer cette violence, mais y participent souvent activement, il faut bien que les groupes visés y répondent par leurs propres moyens.

C'est le même raisonnement qui préside à la formation des premiers collectifs explicitement antifascistes à Montréal, notamment au sein des milieux punk et skinhead, qui doivent alors se défendre à la fois contre les violences des néonazis et leurs tentatives de parasiter leurs espaces contre-culturels. Ils doivent eux aussi le faire sans compter sur l'aide de la police, dont personne ne soupçonne la moindre sympathie à l'égard des jeunes marginaux·ales. C'est donc dans une dynamique de guerre larvée que le milieu antifasciste montréalais se constitue dès la fin des années 1980.

De « punks et skins uni-es » à « flics et LAM main dans la main »

Comme l'explique Acouetey Junior Jocy dans son livre, *Poseurs? Scalpeurs de skins de la LAM*, c'est sous l'influence du mouvement « *redskin* » français, et sur le modèle de gangs comme les Red Warriors et les Black Dragons, que lui et ses amis conçoivent initialement la Ligue antifasciste de Montréal (LAM), à l'été 1989. Excédés de subir à répétition les agressions des *boneheads*, ils organisent des patrouilles pour chasser ces derniers des espaces contestés et forment des services d'ordre pour assurer la sécurité des concerts. La petite bande d'amis se taille une telle réputation en quelques mois que le légendaire groupe français Bérurier Noir lui demande d'assurer la sécurité de ses concerts d'adieu à Montréal, en octobre. À cette occasion, elle repousse avec succès une violente attaque lancée par une cinquantaine de *boneheads*. Cet incident, fortement médiatisé, vaut à la LAM un soudain intérêt, à la fois des jeunes qui souhaitent se joindre à la lutte et de la police qui s'inquiète de voir le climat s'envenimer davantage. Malheureusement, sous l'effet des pressions à la respectabilité exercées sur elle par différents acteurs, dont la police, la direction de la LAM renonce publiquement à sa mission d'autodéfense populaire pour devenir une organisation antiraciste formelle et « légitime », avec pignon sur rue, relations médias, structure juridique et financement public. En toute modestie, les directeurs rebaptisent même le projet « Ligue antifasciste mondiale ».

L'un des corollaires de cette collaboration soutenue avec la police est une hostilité de plus en plus toxique de la LAM à l'égard des projets antifascistes de gauche, lesquels menacent en quelque sorte le monopole qu'elle souhaiterait conserver sur la lutte antiraciste. Cette

compétition malsaine donne lieu à une longue série d'incidents acrimonieux dès l'été 1990, lesquels culminent à l'été 1996 lorsque la direction de la LAM (à ce stade-ci inextricablement compromise par sa collusion avec la police, sa dépendance aux subventions et l'implication de son directeur dans les officines du Parti Québécois) désigne publiquement — à tort — des militants anarchistes à la police provinciale, qui cherche des coupables pour l'émeute de la Saint-Jean-Baptiste à Québec. Il va sans dire que cette pénible débandade laisse des traces indélébiles dans le milieu antifasciste montréalais, qui ne l'oubliera pas de sitôt.

Les fondements

À la même époque, d'autres groupes antiracistes se forment dans une perspective plus politique. Le Groupe Action socialiste, d'allégeance marxiste-léniniste, investit pleinement le champ antifasciste, tandis que le Centre canadien sur le racisme et les préjugés (CCRP, fondé en 1989), fermement ancré à gauche, mais sans affiliation particulière, exerce un leadership positif. Dans ses premiers mois d'existence, le CCRP organise notamment à Pointe-Saint-Charles la première assemblée populaire antifasciste tenue à Montréal depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le groupe fait figure de pionnier en matière de cueillette de renseignements et d'organisation antifasciste au Québec et au Canada. Il collabore avec des projets analogues à l'étranger et développe ou soutient de nombreuses coalitions et campagnes antiracistes ici même, dont une campagne de solidarité avec les Mohawks lors de la « crise d'Oka », en 1990, doublée d'une dénonciation publique du rôle que joue le KKK dans l'agitation citoyenne contre les membres des nations autochtones.

Du côté anarchiste, le comité Un Québec pour tout le monde est formé au tout début des années 1990 autour notamment d'un petit groupe de militant-es socialistes libertaires, dont des proches du journal *Rebelles* (publié de 1989 à 2001). Le Comité fonctionne de manière horizontale, sans chef ni porte-parole, et refuse toute collaboration avec les autorités. Proche des milieux communautaires et militants établis, ce collectif a pour principal champ d'action la mobilisation populaire, plutôt que l'action directe. Il organise notamment des événements de sensibilisation, des concerts-bénéfice et une manifestation annuelle le 21 mars, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Dès cette époque, un groupe de SHARP (skinheads antiracistes) est régulièrement appelé à assurer la sécurité de ces événements.

Redskins et skinheads antiracistes

L'espace fait défaut ici pour retracer la riche histoire de leur mouvement, mais un retour sur les courants antifascistes contemporains ne saurait être complet sans une mention spéciale aux skinheads. À vrai dire, ceux-ci ont à plusieurs égards formé la colonne vertébrale du mouvement antifasciste à Montréal pour la majeure partie de la période visée par cet article et en constituent encore à ce jour un élément central.

Dès la fin des années 1980, des SHARP (Skinhead Against Racial Prejudice) sont présents à Montréal et y forment une sous-culture distincte, fortement inspirée des origines prolétaires et multiethniques du mouvement skinhead. Les SHARP s'inscrivent en opposition radicale à la récupération du mouvement par des organisations suprémacistes et néonazies, laquelle s'est opérée à partir des années 1970, d'abord au Royaume-

Uni, puis progressivement dans le reste des pays occidentaux. Sans appartenir à une culture politique précise, les SHARP adhèrent à un éthos résolument antiraciste et participent de manière organique aux milieux antifascistes, ici comme ailleurs.

Quant aux « redskins », ce sont comme leur nom l'indique des skinheads antiracistes politiquement campé·es à l'extrême gauche. Puisque le berceau historique de ce courant est la France urbaine du milieu des années 1980, on ne s'étonnera pas d'apprendre que les premiers reds à Montréal fussent des expatriés français. Ce sont, en effet, des membres et des proches du groupe punk Nuclear Device, originaire du Mans, qui avec des skins antiracistes d'ici ont formé le premier collectif RASH (Red Action Skinheads) à Montréal, en 1994, un an après la création à New York du tout premier RASH (Red and Anarchist Skinheads). Cette première itération du RASH Montréal — certainement plus rouge que noire, d'où la subtile variation dans le nom — sera notamment responsable des Big Fiestas, une série de fêtes dansantes explicitement antiracistes et antisexistes, conçues autant comme des espaces servant à politiser la scène que des prétextes à la fête combinant les sous-genres punks aux sonorités latines, ska, reggae et hip-hop.

Un contexte particulier va précipiter un sursaut d'activité chez les skins antiracistes. Entre 1996 et 1998, deux gangs néonazis, les Vinland Hammerskins et les Berzerker Boot Boys, lancent une série d'agressions armées dans des bars de Montréal. Les *boneheads* en mènent large à Montréal, s'en prenant aléatoirement aux jeunes de la rue, à des personnes LGBTQ ou racisées et à quiconque est soupçonné de cultiver des sympathies antiracistes.

Les skins sont alors appelés à former des services d'ordre dans les manifestations et à

assurer la sécurité de concerts et d'événements organisés par d'autres segments de la gauche radicale. De concert avec les militant·es de l'Action antiraciste de Montréal (ARA), dont le premier chapitre est créé en 1997 (voir ci-dessous), les SHARP contribuent activement à nettoyer les rues de Montréal à cette époque. Pendant plusieurs années, chaque semaine, les nazis et les antiracistes se livrent littéralement à des « chasses » dans les quartiers centraux, dont les enjeux sont élevés et l'issue toujours incertaine.

Cette séquence culmine en septembre 1998 avec l'arrestation de huit *boneheads* et le dépôt de 240 accusations relatives à quatre événements distincts survenus entre mars et juin de la même année. Cela représentera un revers important pour les nazis de cette génération, mais ils ne disparaîtront pas tout à fait avant plusieurs années, sous la constante pression antifasciste.

Dans le contexte d'effervescence anti-capitaliste qui caractérise la période précédant le Sommet des Amériques à Québec, en avril 2001, un deuxième collectif RASH est formé, désormais à tendance plutôt libertaire, avec des militant·es plus jeunes, dont des SHARP politisés. Très actif sur le plan culturel, ce nouveau RASH organise de nombreux concerts et dynamise la culture skin locale. Plusieurs groupes de musique y sont d'ailleurs rattachés ou évoluent dans son orbite. De 2001 à 2006, le collectif anime un espace de concert au deuxième étage du bâtiment occupé par la librairie anarchiste l'Insoumise, sur Saint-Laurent. Il se rapproche en même temps de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC) et collabore au journal anarchiste *Le Trouble*. La gestion du local, toutefois, mène à une sorte d'épuisement du collectif, qui est alors tendu entre ses dimensions culturelles et politiques.

Qu'à cela ne tienne, un troisième collectif RASH est formé en 2007, encore une fois avec de

plus jeunes militant·es qui souhaitent insuffler au projet une nouvelle énergie. Ce troisième RASH poursuit l'œuvre de ses prédécesseurs et s'associe à d'autres groupes antifascistes pour chasser les derniers *boneheads* de la rue. Dans cette période particulièrement dynamique, le RASH lance son propre fanzine, *Casse sociale* (16 numéros parus à ce jour), et contribue activement à différentes luttes politiques, dont les mobilisations annuelles du 1^{er} mai, la mobilisation populaire contre le G20 à Toronto, en 2010, et plus tard, le « Printemps érable ». Il collabore avec la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), l'Union communiste libertaire (UCL) et tisse, à partir de 2013, une alliance serrée avec la section locale du Syndicat industriel des travailleurs et travailleuses (SITT-IWW). En 2010 est également créé le Montréal Sisterhood, qui contribuera à combattre les tendances machistes persistantes dans la scène skin et à y promouvoir des valeurs féministes. Cette version du RASH est d'ailleurs plus paritaire que ses précurseurs.

Le RASH organise de nombreux concerts, puis à partir de 2013, propose annuellement le Revolution Fest (neuf éditions jusqu'à présent), un festival de musique et de culture révolutionnaire reprenant plus ou moins la formule des Big Fiestas, étalé sur plusieurs jours. C'est en même temps l'occasion pour la scène locale de créer des liens avec des RASH et d'autres collectifs antifascistes d'Amérique du Nord et d'Europe.

Le RASH se renouvellera à nouveau au cours des années 2010 et prendra part aux mobilisations antifascistes de la période 2016-2020.

ARA — l'Action antiraciste de Montréal

Le réseau de l'Anti-Racist Action existait déjà depuis une dizaine d'années aux États-Unis et s'était déjà implanté dans le Canada anglophone

lorsque la première section locale voit le jour à Montréal. Ce réseau avait été créé à la fin des années 1980 par des skinheads antiracistes dans de grandes villes du Midwest américain, comme Minneapolis et Chicago, dont les scènes contre-culturelles étaient alors en proie au parasitisme d'organisations néonazies (dont White Aryan Resistance) par l'entremise téléguidée de *boneheads* locaux. Par une organisation politique rigoureuse et soutenue, le réseau ARA s'est étendu dans des dizaines de villes en Amérique du Nord. Décentralisés, les collectifs restaient soudés par une base d'unité en quatre points (à caractère antiautoritaire), des publications communes, des mobilisations interurbaines et des congrès annuels visant à définir leurs orientations.

C'est en 1997 que le premier collectif ARA Montréal est formé, lorsqu'un activiste d'ARA Edmonton s'installe ici et se rapproche du petit groupe de militant·es anarchistes autour du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP, créé en 1995) et du journal *Démanarchie* (publié de 1994 à 1997). C'est dans le contexte particulièrement hostile décrit ci-dessus qu'ARA Montréal fait ses premières armes, dont l'essentiel consiste à recueillir des renseignements et à planifier diverses actions directes visant à nuire le plus possible à l'organisation des *boneheads*. Bien qu'opérant initialement en petit comité, sur une base affinitaire et informelle, le collectif parvient à organiser plusieurs opérations efficaces, dont la perturbation spectaculaire d'un concert néonazi dans le sud-ouest de la ville, en février 1998, par quelques centaines d'antifascistes. Le groupe édite des tracts informatifs et distribue des zines produits par d'autres sections locales d'ARA, dont celle de Toronto, qui est particulièrement vigoureuse. Ses membres, proches de la rue, se livrent également à la pratique du *copwatch*, qui consiste à documenter les actions répressives

de la police dans une perspective d'autodéfense communautaire. À l'instar du RASH et des SHARP, avec qui le collectif collabore régulièrement, ARA Montréal s'inscrit dans la contre-culture locale, notamment en organisant des concerts-bénéfice avec des groupes politiquement engagés.

À la toute fin des années 1990, à la faveur de l'arrivée de militant·es proches d'ARA Toronto à l'Université McGill, et suivant la reconnaissance du collectif comme groupe de travail du Groupe de recherche en intérêt public (QPIRG) de McGill, ARA Montréal connaît une croissance importante. Cette nouvelle dynamique a plusieurs effets. Elle permet au projet de s'ouvrir et de se diversifier sur le plan de sa composition, en plus de lui apporter de nouvelles ressources et de le dynamiser. Cependant, en s'écartant du mode d'organisation affinitaire sans renoncer au caractère radical de son action politique, le collectif prête le flanc à certains risques, dont l'infiltration par des informateurs de la police.

C'est en partie pourquoi Montréal ARA se scinde au début des années 2000, un groupe restant à McGill, et un autre préférant reprendre le mode d'organisation affinitaire caractéristique des cercles libertaires montréalais. Les deux projets évoluent en parallèle quelque temps, le groupe de McGill perdant toutefois graduellement de ses liens organiques avec le milieu militant local, jusqu'à disparaître, et le petit collectif ARA se désintégrant peu à peu sous l'effet de tensions internes.

Mais un nouveau collectif ARA Montréal est créé en 2007 à l'instigation d'un petit groupe de jeunes anarcho-punks du Sud-Ouest. Cette nouvelle itération du projet, plutôt que sur l'action directe — qui de toute manière est assurée par le RASH et le nouveau collectif Antifa-Montréal (voir ci-dessous) —, se concentre sur la cueillette de renseignements et l'éducation populaire, en

reprenant notamment la production d'un journal, le *Radar* (deux numéros publiés), en collaborant à d'autres projets d'information (dont Québec Fachowatch, voir ci-dessous) et en distribuant privément des renseignements sensibles à qui saurait quoi en faire. En outre, ce collectif se distingue politiquement de ses prédécesseurs par l'intégration de nouvelles préoccupations reflétant sa composition, dont la défense des droits des travailleur·euses du sexe et des consommateur·trices de drogues qui, en plus d'être marginalisé·es par l'extrême droite et l'État, le sont aussi par une partie de la gauche radicale.

Cette dernière formation d'ARA Montréal perd peu à peu de son élan et s'éteint dans la vague d'épuisement militant qui marque les années suivant la grève générale étudiante de 2012.

Antifa-Montréal et NTFA

La période 2005-2008 voit une résurgence d'activité néonazie dans les rues du quartier Hochelaga-Maisonneuve avec la formation de Strike Force, un *crew* de jeunes *boneheads* lié par son leader aux gangs qui l'ont précédé. En août 2008, alors qu'il n'a que 17 ans, le leader de Strike Force et un complice attaquent un groupe d'Arabes qui déambulait sur la rue Sainte-Catherine : il en poignarde deux et agresse également deux chauffeurs de taxi dans sa fuite. Le même individu restera une figure centrale du milieu néonazi pendant plusieurs années, ainsi que du virage « identitaire » opéré au tournant de cette décennie.

C'est ce contexte qui motive la création du collectif Antifa-Montréal, en 2006. Ce nouveau projet, issu d'un comité populaire informel, comporte une forte dimension culturelle et assume particulièrement son ancrage dans la

communauté d'Hochelaga-Maisonneuve, avec pour intention première d'en chasser les nazis une fois pour toutes. Compte tenu de l'accent porté sur l'action directe, au-delà de son activité publique à caractère culturel, Antifa-Montréal suit un modèle d'organisation affinitaire qui implique de préserver l'anonymat de ses membres et d'adopter des pratiques sécuritaires strictes. Son champ d'action est l'éducation populaire, l'organisation de patrouilles et la visibilité antifasciste dans le quartier, principalement par l'affichage et le graffiti. Cette dernière activité prend à terme une place assez importante pour que le collectif forme un crew dédié : NTFA.

Sur le plan culturel, bien que le collectif comprenne des skins (c'est d'ailleurs de ce milieu que sont dérivés la troisième itération du RASH et le Montréal Sisterhood), il se compose aussi de militant-es qui se reconnaissent davantage dans d'autres contre-cultures et souhaitent faire sortir le mouvement antifasciste du créneau skinhead. C'est pourquoi les concerts qu'organise le collectif rassemblent des artistes de différents genres musicaux et que ses communications visuelles adoptent volontiers un style plus proche de l'esthétique hip-hop.

Progressivement, après avoir fortement contribué à nettoyer la ville, Antifa-Montréal ralentit ses activités au courant de la décennie 2010. Le crew de graff, quant à lui, continue de marquer la ville des lettres NTFA... une griffe originale qui part d'ici et rayonne bientôt aux quatre coins du monde.

Québec Fachowatch

À partir de la moitié des années 2000, suivant les leçons de la Nouvelle Droite française, l'extrême droite québécoise prend un tournant métapolitique et « identitaire ». Les *boneheads*

d'hier cherchent à se refaire une beauté, notamment en délaissant superficiellement le racisme biologique pour adhérer aux discours plus sophistiqués du racisme « culturel ». La Fédération des Québécois de souche (FQS) — qui ne réussit jamais vraiment à cacher son jupon néonazi — est créée en 2007, puis d'autres projets éphémères suivent dans son sillon, comme Légion nationale, 3^e Voie Québec et la Bannière noire. Ce dernier groupuscule, inspiré du nationalisme révolutionnaire et du néofascisme italien du mouvement CasaPound, va servir de modèle à Atalante Québec quelques années plus tard.

Cet ajustement stratégique est documenté avec assiduité sur le site Québec Fachowatch (fachowatch.com) entre 2011 et 2013. Animé par un noyau serré de militants anarchistes inspirés du projet Fafwatch en France, avec le soutien d'une petite armée de chercheur-es antifascistes qui leur fournissent des renseignements, le site propose de nombreux articles cartographiant l'extrême droite québécoise de cette période, dont la nébuleuse des groupes de musique néonazis, les différents groupuscules fascistes et les liens existants entre les formations passées et actuelles. L'intention du site est à la fois d'informer le mouvement antifasciste et d'inciter les médias dominants à couvrir les mouvements d'extrême droite avec plus de rigueur. Ce site est en fait un précurseur du travail qu'effectue aujourd'hui le collectif Montréal Antifasciste. Malheureusement, le contenu du site est perdu en 2013, bien qu'on puisse aujourd'hui en retrouver la majeure partie sur Archive.org.

2017 — aujourd'hui

L'année 2016 voit un nouveau regain de l'extrême droite à l'échelle internationale, et le Québec n'échappe pas au phénomène. Le

mouvement MAGA parvient à faire élire Donald Trump aux États-Unis, et différents courants réactionnaires en ligne convergent pour consolider la nébuleuse métropolitaine désormais connue sous l'étiquette *alt-right* (un mouvement caractérisé par un paléoconservatisme au racisme décomplexé, influencé par la Nouvelle Droite européenne et bordé d'éléments fascistes et néonazis). Au Québec, c'est l'année de création de nouveaux groupes islamophobes (La Meute), ultranationalistes (Horizon Québec Actuel), néofascistes (Atalante Québec) et d'inspiration néonazie (Soldiers of Odin). Le 29 janvier 2017 survient la tuerie de la mosquée de Québec, et à peine quelques semaines plus tard, La Meute organise une série de manifestations islamophobes dans plusieurs villes du Québec, dont Montréal, ce qui marque la première sortie de l'extrême droite (sous forte escorte policière) depuis des décennies dans les rues de la métropole.

Ce violent ressac agit comme un électrochoc dans le milieu antifasciste. Le collectif Montréal Antifasciste, qui est fermement ancré dans la gauche radicale d'ici, est formé au printemps 2017 et participe à la mise sur pied d'une Coalition contre la haine et le racisme, laquelle organise une première grande marche au centre-ville en novembre, puis une autre en octobre 2018 au lendemain de l'élection de la Coalition Avenir Québec (CAQ). De nombreuses mobilisations et contre-manifestations sont organisées au cours de cette période, notamment au passage frontalier de Saint-Bernard-de-Lacolle, ce qui contribuera fortement à la déroute d'organisations comme La Meute et Storm Alliance. Montréal Antifasciste mène en outre des recherches approfondies et publie sur son site, toujours dans une perspective d'autodéfense et d'éducation populaires, des douzaines d'articles cartographiant les principaux

acteurs et groupuscules de l'extrême droite québécoise. Ce travail contribuera notamment à exposer un important propagandiste néonazi basé à Montréal et à déstabiliser de manière terminale l'organisation néofasciste Atalante Québec.

Les milieux étudiants se mobilisent aussi. À l'Université Concordia, des militant·es mettent sur pied le réseau « Resist Trump », dont émerge le collectif Food Against Fascism, un projet de service alimentaire et d'éducation populaire qui perdure encore aujourd'hui. À l'UQAM, le Bloc antifasciste de surveillance contre la haine (BASH UQAM) est constitué pour raviver l'esprit antifasciste dans la communauté étudiante, défendre le secteur de l'université et transmettre certaines pratiques aux plus jeunes militant·es. Celui-ci sera éphémère, mais se prolongera dans d'autres projets. Une relève se forme notamment dans le milieu skinhead antiraciste avec la Jeune garde, qui sera active quelques années et se fondra elle aussi dans d'autres projets antifascistes. Le RASH demeure en outre une référence culturelle et militante durant cette période, par l'organisation annuelle du Revolution Fest et une participation soutenue aux mobilisations antifascistes.

Sur le plan culturel, le Black Flag Combat Club, un club de sport et d'entraînement créé en 2015, se solidifie au fil des ans et devient un pôle incontournable du milieu antifasciste montréalais, jouant notamment un rôle clé dans l'autodéfense de la communauté trans, particulièrement sous attaque depuis quelques années. D'autres espaces culturels contestés sont revendiqués avec succès par les antifascistes. C'est le cas par exemple de la tribune des partisans *ultras* du CF Montréal, où le 132 Crew représente le mouvement antiraciste, à l'image de ses prédécesseurs du Front Commun Montréal, dont des participant·es ont animé un tournoi de soccer antiraciste pendant plusieurs années.

Une histoire à écrire ensemble...

De manière générale, l'antifascisme demeure un volet central de l'organisation militante à Montréal. Il serait toutefois malvenu de se reposer sur ses avancées relatives. Après deux mandats marqués par un déni du racisme systémique, un nationalisme de repli identitaire, et un dévoiement du principe de laïcité centré sur la répression de minorités religieuses, la CAQ présente une tendance de plus en plus grossière à faire des (im)migrant·es les boucs émissaires de tous les maux dont la classe politique est la seule responsable : crise du logement, inflation, etc. À l'approche du prochain cycle électoral, la formation nationaliste « autonomiste » s'est engagée dans une surenchère avec le PQ sur les seuils d'immigration « acceptables », les deux partis reprenant ainsi des éléments du logiciel d'extrême droite propre aux idéologues nationalistes identitaires.

Dans un paradigme où l'extrême droite s'intègre sournoisement aux courants politiques et discours médiatiques dominants sous l'effet des régimes populistes et fascisants, où la diabolisation des (im)migrant·es et des minorités religieuses est de plus en plus décomplexée, et où les droits fondamentaux sont en recul ici comme ailleurs, l'antifascisme dans ses formes les plus radicales ne peut plus suffire à contenir les ressacs.

L'antifascisme doit nécessairement prendre des dimensions populaires et s'affirmer, se normaliser dans le plus de milieux possible (étudiants, communautaires, syndicaux, etc.), mais aussi dans les assemblées populaires de quartiers, les milieux de travail, les espaces privés, familiaux, etc. Il doit s'imposer dans l'espace public, par tous les moyens à notre disposition, comme solution de rechange incontournable à l'antiwokisme ambiant qui, en définitive, n'a pour résultat que de miner les luttes pour l'équité, l'inclusion et la justice.

C'est précisément dans cet esprit qu'a été créé au courant de l'année 2025 le Front antifasciste populaire (Front Pop), une initiative visant à faire déborder l'antifascisme des réseaux militants et à élargir la notion d'autodéfense populaire. Le principal défi de cette démarche sera peut-être de préserver sa dimension radicale, mais c'est une tâche nécessaire, car l'histoire nous enseigne que le capitalisme et les multiples systèmes d'oppression et de domination qui lui sont connexes, tant qu'ils restent en place, conspirent toujours tôt ou tard pour favoriser la réémergence de l'extrême droite et du fascisme.

Cette histoire n'est pas finie, et il nous appartient à toutes d'en écrire les prochains chapitres.

Montréal Antifasciste est un collectif de base qui se consacre à la lutte contre la montée en influence de l'extrême droite à Montréal et au Québec. Il anime le site <http://www.montréal-antifasciste.info>.

Références

Aurélien, M., et Rutland, T. (2023). *Il fallait se défendre : L'histoire du premier gang de rue haïtien à Montréal*, Mémoire d'encrier, Montréal.

Jocy, A.J. (2019). *Poseurs? Scalpeurs de skins de la L.A.M.*, Librinova, Paris.

Anonyme, (1997), « Cops & LAM Go Hand in Hand : A Critical View of the World Anti-Fascist League », *Antifa Forum* vol. 2, 8-15. Disponible sur : <https://montreal-antifasciste.info/en/cops-and-lam-go-hand-in-hand/>

Clay, S. et coll. (2023). *We Go Where They Go : The Story of Anti-Racist Action*, PM Press, Oakland.